

Remarque : l'article 1511-6 du Code général des collectivités territoriales a été abrogé par le projet de Loi pour la confiance dans l'économie numérique, tel qu'adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat, suite à la réunion de la Commission mixte paritaire, le 13 mai 2004.

Article L1511-6

(Loi n° 99-543 du 25 juin 1999 art. 17 Journal Officiel du 29 juin 1999)

(Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 art. 19 Journal Officiel du 18 juillet 2001)

Les collectivités territoriales, ou les établissements publics de coopération locale ayant bénéficié d'un transfert de compétence à cet effet, peuvent, après une consultation publique destinée à recenser les besoins des opérateurs ou utilisateurs, créer des infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunications.

Ces collectivités et établissements ne peuvent pas exercer les activités d'opérateur au sens du 15° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications.

Les infrastructures mentionnées au premier alinéa peuvent être mises à la disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs par voie conventionnelle, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires et à des tarifs assurant la couverture des coûts correspondants, déduction faite des subventions publiques qui, dans certaines zones géographiques, peuvent être consenties selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. La mise à disposition d'infrastructures par les collectivités ou établissements publics ne doit pas porter atteinte aux droits de passage dont bénéficient les opérateurs de télécommunications autorisés.

Les dépenses et les recettes relatives à la construction, à l'entretien et à la location des infrastructures mentionnées au premier alinéa sont retracées au sein d'une comptabilité distincte.